

Nous avons besoin de votre appui pour mettre un terme à la sous-traitance de nos emplois outre-mer et les menaces contre notre vie privée et notre souveraineté

Au cours des dix dernières années, près de 20 000 emplois en télécommunications ont été délocalisés dans d'autres pays, ce qui met à risque cette infrastructure nécessaire à notre économie.

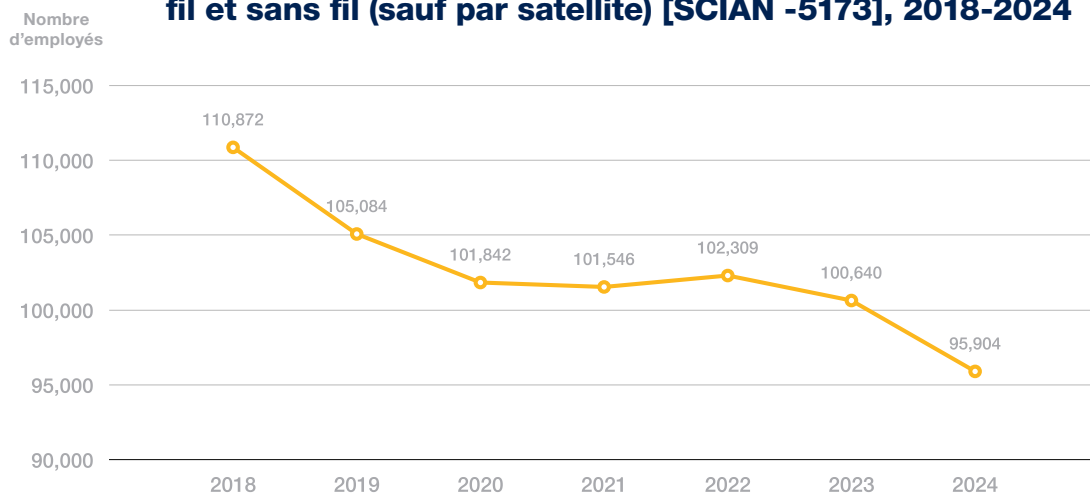
1. Protéger nos emplois

Depuis dix ans, des milliers de bons emplois ont été perdus au Canada dans le secteur des télécommunications.

Les entreprises de télécommunications canadiennes utilisent de plus en plus des centres d'appels ou de la main-d'œuvre à l'étranger. Malgré les subventions de l'État et les contrats publics accordés au secteur, des emplois sont constamment délocalisés. Nos impôts ne devraient pas subventionner la fuite de bons emplois.

Il faut cesser de sous-traiter à l'extérieur du pays et rapatrier ici les emplois perdus en télécommunications.

Nombre d'employés, Entreprises de télécommunications par fil et sans fil (sauf par satellite) [SCIAN -5173], 2018-2024



* Ce graphique de Statistique Canada ne présente que les données relatives à une période de sept ans. Des milliers d'emplois supplémentaires ont été perdus depuis 2024.

2. Protéger notre vie privée

Notre vie privée est en danger comme jamais auparavant, particulièrement quand nos données sont accessibles, et nos emplois sont déplacés, dans d'autres pays (comme l'Inde, les Philippines, l'Égypte, le Maroc ou les États-Unis).

Les sous-traitants d'entreprises canadiennes ne sont pas toujours couverts par nos lois sur la protection des renseignements personnels et de la vie privée. Des gens partout dans le monde ont accès à nos données au bout de leurs doigts.

Il faut maintenant légiférer pour que nos données et informations personnelles demeurent logées au Canada et protégées.

3. Protéger notre souveraineté

Le secteur des télécommunications représente un secteur névralgique et stratégique de notre économie. C'est un élément vital de notre infrastructure, sans lequel notre pays ne pourrait pas fonctionner.

Un affaiblissement de nos infrastructures de télécommunications pourrait causer des torts sérieux à notre sécurité et à notre stabilité comme pays. Pourtant, des forces étrangères exercent un contrôle des opérations de plus en plus important sur ces systèmes dont nous dépendons.

Nos télécommunications doivent demeurer de propriété canadienne et sous notre contrôle démocratique, notamment par une meilleure réglementation.

4. Protéger les travailleurs à l'ère de l'IA

Les travailleuses et travailleurs et les syndicats doivent être consultés et pouvoir participer dans toute approche du gouvernement fédéral sur l'intelligence artificielle.

Le gouvernement fédéral doit adopter des mesures concrètes et implanter des mécanismes solides pour protéger et appuyer les travailleurs et travailleuses des télécommunications. L'intelligence artificielle a déjà un impact négatif sur les emplois, les conditions de travail et les relations de pouvoir au travail.

L'Alliance canadienne des travailleurs et travailleuses en télécommunications (ACTT) est composée des trois plus grands syndicats représentant les travailleuses et travailleurs des télécommunications au Canada : Unifor, les Métallos et le Syndicat canadien de la fonction publique.